

Index AI : PRE01/400/2013
07 August 2013

Des photos satellites d'Alep font état, un an après, de destructions et de déplacements massifs de populations

« *Toute ma famille vivait ici ; nous avons 10 maisons. Ma mère a été gravement blessée et est hospitalisée en Turquie. Elle ne sait pas que ses fils sont morts. Mon oncle, Mohamed Ali, a perdu 27 membres de sa famille. Il a perdu la raison ; il ne sait plus rien et vit maintenant à la campagne. Toutes les personnes qui ont survécu sont allées vivre ailleurs, chez des proches ou des amis. Ici, il n'y a plus que des ruines.* » - **Hussein al Saghir, un garçon de 15 ans parle avec Amnesty International de ses 16 proches parents tués lorsque le quartier de Jabal Badro, à Alep, a été frappé par des missiles le 18 février 2013.**

« *Yousef (7 ans), Mohammed (5 ans), Ali (2 ans), Hamza (12 ans), Zahra (10 ans), Husna (8 ans), Fatima (10 ans), Ahmad (7 ans), Abdel Karim (2 ans), Hassan (18 mois)... Pourquoi est-ce qu'ils ont bombardé là ?... Il n'y avait que des civils. Notre quartier était plein de vie, des enfants jouaient partout. Maintenant ils sont tous morts, même ceux d'entre nous qui sont encore en vie sont morts à l'intérieur, nous avons tous été enterrés sous les décombres* - **Sara al Wawi, qui a perdu une vingtaine de membres de sa famille lors d'une frappe aérienne sur le quartier d'al Marje, à Alep, le 18 mars 2013, parle avec Amnesty International de quelques-uns des enfants tués dans l'attaque.**

(WASHINGTON, D.C.) – De [nouvelles photos satellites](#) d'Alep apportent les dernières preuves des atteintes massives aux droits humains auxquelles le conflit qui perdure en Syrie expose la population civile. Celle-ci est frappée de plein fouet par l'escalade de la violence, les déplacements et la crise humanitaire.

La nouvelle analyse – l'une des plus complètes faites à ce jour d'une zone de conflit à l'aide de photos satellites – témoigne de manière alarmante d'une tendance actuelle : un mépris total des règles du droit international humanitaire, avec les destructions massives, les déplacements de populations et les morts qui en découlent. Cette analyse a été fournie par l'American Association for the Advancement of Science (AAAS) en collaboration avec le programme Science pour les droits humains d'Amnesty International.

Les destructions révélées par les images ont été confirmées par Donatella Rovera, conseillère principale sur la réaction aux crises à Amnesty International, à son retour d'une visite à Alep le mois dernier.

« Alep a été complètement détruite, et ses habitants fuient les attaques en masse », a déclaré Donatella Rovera, qui a effectué plusieurs séjours prolongés sur place, en Syrie, pour mener des recherches sur les atteintes aux droits humains commises.

Il y a un an, le 6 août 2012, Amnesty International avait diffusé des photos satellites d'Alep et des environs en réponse à une escalade du conflit et à des annonces faisant état d'une offensive imminente. L'organisation avait alerté le monde sur le grave danger qui menaçait les civils d'Alep et appelé toutes les parties à respecter scrupuleusement le droit humanitaire.

L'analyse de l'AAAS récemment diffusée rassemble des informations sur l'ampleur des dégâts causés à l'infrastructure d'Alep depuis cette alerte et laisse peu de doute quant à l'une des causes essentielles du déplacement de la moitié de ses habitants : une campagne aveugle de bombardements aériens menée par les forces gouvernementales, qui a aussi anéanti des quartiers entiers et tué ou grièvement blessé d'innombrables civils. Par exemple, une étude comparative des photos satellites des quartiers détruits par trois frappes de missiles lancées par les forces gouvernementales entre le 18 et le 22 février 2013 fournit des preuves alarmantes des ravages provoqués dans la population par l'intensification des attaques par les parties au conflit. Ces trois frappes ont à elles seules tué plus de 160 habitants et en ont blessé des centaines. Un grand nombre de maisons ont été détruites et des centaines de personnes se sont retrouvées à la rue.

L'analyse de sept nouvelles photos prises sur une période de neuf mois (de début septembre 2012 à fin mai 2013), constitue l'évaluation la plus complète à ce jour des dégâts physiques et matériels occasionnés à la plus grande ville de Syrie. Il y apparaît que non seulement l'infrastructure a été détruite, mais aussi que l'ancienne ville d'Alep, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, a subi de très importants dommages, dont la destruction du minaret de la Grande Mosquée et des dégâts dans le souk Al-Madina. Aux termes du droit international humanitaire, les parties à un conflit sont tenues de respecter et de préserver les biens culturels.

À travers toute la Syrie, les forces gouvernementales ont bombardé sans discontinuer et sans discernement des quartiers qui étaient contrôlés par les forces de l'opposition, alors que les personnes les plus exposées étaient les civils. Ces derniers faisaient en outre l'objet, en même temps, de violences de la part de certains groupes armés de l'opposition. À Alep, l'étude exhaustive montre comment des bâtiments ont été détruits, témoignage de bombardements incessants. Une analyse des photos satellites laisse entendre que les destructions sont très irrégulières et viseraient des zones contrôlées par l'opposition, d'après l'évaluation faite par l'AAAS.

L'analyse permet de voir des centaines de bâtiments endommagés ou détruits pendant la période donnée et de constater une nette augmentation des barrages routiers, dont plus d'un millier sont visibles vers la fin du mois de mai 2013.

Donatella Rovera a déclaré : « Le risque évoqué il y a un an est devenu réalité : la ville la plus densément peuplée de Syrie a été transformée en un champ de bataille, avec des conséquences désastreuses. Alep est complètement détruite, de nombreux habitants fuient les bombardements et beaucoup d'autres sont pris au piège dans une ville assiégée sous le feu des attaques, dans des conditions humanitaires désespérées. »

Donatella Rovera a traversé la frontière du nord de la Syrie une dizaine de fois depuis avril 2012 pour faire état des violences et recueillir des informations sur l'augmentation des crimes de guerre, dont des exécutions extrajudiciaires et sommaires, des bombardements aveugles de quartiers civils, l'utilisation d'armes interdites et le meurtre d'un très grand nombre d'enfants.

Christoph Koettl, responsable du programme de réaction aux situations d'urgence à AI États-Unis et directeur du programme d'imagerie satellitaire de 2012, a déclaré : « Les graves violations du droit international commises à Alep et ailleurs en Syrie sont la conséquence directe de la paralysie de la communauté internationale et du retard avec lequel elle a effectivement condamné ces crimes et porté le dossier concernant la situation devant la Cour pénale internationale. Les images sont des instantanés montrant une population brutalement assiégée, comme l'a révélé par la suite la chercheuse d'Amesty International sur le terrain. »

La prolongation du conflit occasionne une crise régionale en matière de déplacements de populations

Tout au long de la période d'étude, l'analyse de l'AAAS a fait état d'une cadence quasi constante de destruction de l'infrastructure d'Alep, dont des bâtiments résidentiels, religieux, commerciaux et

industriels. Parallèlement à l'intensification des bombardements aériens et d'autres attaques, le nombre de Syriens déplacés a été démultiplié.

À travers tout le pays, l'escalade de la violence a forcé près de six millions de Syriens à quitter leurs maisons ; la plupart – 4,25 millions – sont déplacés à l'intérieur de la Syrie. Des dizaines de milliers des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont trouvé refuge dans de vastes camps de fortune qui ont surgi près de la frontière turque depuis le début de l'automne 2012, lorsque le gouvernement turc a effectivement fermé ses frontières aux réfugiés syriens (Amnesty International a récemment diffusé des photos satellites montrant [l'apparition et la croissance de certains de ces camps](#)).

Un grand nombre de personnes déplacées, en particulier celles qui se trouvent dans des zones contrôlées par l'opposition, ne reçoivent guère d'aide internationale, d'une part parce que ces zones sont dangereuses et difficiles d'accès, d'autre part en raison des restrictions imposées par le gouvernement syrien à la liberté de mouvement des organismes humanitaires internationaux. Les agences humanitaires des Nations unies ont demandé aux autorités syriennes de les laisser se rendre dans les zones contrôlées par l'opposition, où les personnes déplacées ont des besoins bien plus criants et courent des risques bien plus grands en raison des bombardements incessants menés sans discrimination par les forces gouvernementales.

Il faut mettre fin à la paralysie de la communauté internationale

L'analyse des photos satellites, combinée aux recherches sur le terrain menées par Amnesty International et aux vidéos réalisées par la population, vient s'ajouter à un corps de plus en plus fourni de preuves de crimes de guerre qui pourraient avoir été commis au cours du conflit syrien. Amnesty International a prié à plusieurs reprises le Conseil de sécurité de l'ONU de déférer la situation en Syrie à la procureure de la Cour pénale internationale, et de faire ainsi savoir clairement aux parties au conflit que quiconque commet ou ordonne des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité aura à rendre des comptes.

Il faut exercer des pressions coordonnées et effectives sur les autorités syriennes pour qu'elles autorisent les agences des Nations unies et les organisations humanitaires internationales à se rendre librement auprès des personnes dans le besoin, y compris les personnes déplacées, dans tout le pays ainsi que dans les zones transfrontalières des pays voisins et derrière les lignes de front en Syrie. Il convient également d'exercer des pressions sur l'opposition armée syrienne pour qu'elle n'entrave pas les activités humanitaires dans les zones qu'elle contrôle.

En outre, tous les États voisins doivent laisser en permanence leurs frontières ouvertes aux personnes fuyant la Syrie, conformément à leurs obligations internationales. La communauté internationale, en particulier l'Union européenne et ses États membres, doit s'engager à partager la responsabilité des réfugiés syriens en des termes réels et concrets. Cela devrait impliquer, par exemple, d'accepter de recevoir un nombre beaucoup plus élevé de réfugiés syriens et de fournir d'urgence une aide financière et technique aux pays voisins de la Syrie qui accueillent la grande majorité de ceux qui ont fui les violences.

Photos satellites et autres ressources disponibles :

- Diaporama à incruster montrant des images avant et après les frappes de missiles à Alep en février 2013 : <http://www.amnestyusa.org/science/explore/syria>
- Photos satellites à télécharger : <http://bit.ly/AleppoDownload>
- Les photos satellites seront disponibles sur Flickr : <http://www.flickr.com/photos/48074201@N08/sets/72157634887609911/>